

Chronologies

Chypre: 1^{er} avril - 31 octobre 2010

11-12 avril: Visite à Chypre du Premier ministre grec Georges Papandréou qui déclare: «Nous n'arrêterons jamais d'oeuvrer pour une solution juste et viable du problème de Chypre».

18 avril: Election présidentielle en zone occupée de Chypre: dès le premier tour le nationaliste Dervis Eroglou, 72 ans, bat avec 50,38% des suffrages Mehmet Ali Talat, qui sollicitait un second mandat mais n'a obtenu que 42,85% des voix.

21 mai: Ahmet Davutoglu, ministre turc des affaires étrangères, indique que la Turquie est prête à ouvrir ses ports aux navires chypriotes – comme le demande l'Union européenne – en échange de la levée de l'« embargo » pesant sur l'entité chypriote turque.

4-6 juin: Visite du Pape Benoît XVI venu à Chypre lancer le Synode des évêques pour le Moyen Orient devant se tenir au Vatican du 10 au 24 octobre 2010.

15 juin: Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte par 14 voix contre une (Turquie) une Résolution maintenant jusqu'au 15 décembre 2010 le mandat de la force des Nations Unies à Chypre, en place depuis 1964. Cette Résolution invite les deux parties de l'île à «intensifier le rythme des négociations».

20 juillet: Le chef de la communauté chypriote turque Dervis Eroglou souhaite qu'un règlement de la question chypriote intervienne avant la fin de l'année 2010.

4, 10 et 31 août: Négociations sur la question chypriote entre le président Dimitri Christofias et Dervis Eroglou.

24 septembre: Discours du président Christofias devant l'Assemblée générale de l'ONU.

1^{er} octobre: Célébration des 50 ans de la proclamation d'indépendance de la République de Chypre.

7 octobre: Le chef de l'Etat russe Dimitri Medvedev, en visite à Chypre,

réaffirme le soutien de son pays au gouvernement chypriote malgré le renforcement des liens économiques de la Russie avec la Turquie.

12-13 octobre: Visite officielle à Chypre du président de la République de Slovénie Danilo Türk.

14 octobre: Ouverture à Limnitis d'un 7^{ème} point de passage entre la zone occupée et la zone libre de Chypre.

Grèce: 1^{er} avril - 31 octobre 2010

1^{er} avril: Décès de l'ancien premier ministre Tzannis Tzannetakis à l'âge de 83 ans.

22-23 avril: Grève des ferries - boat qui paralyse les transports maritimes du pays.

5 mai: Pendant les manifestations contre le plan d'austérité du gouvernement se produit l'incendie criminel d'une banque, qui provoque la mort de 3 personnes.

6 mai: Adoption par 172 voix (Pasok, Mme Dora Bakoyannis et le Laos) contre 121 (Nouvelle Démocratie, KKE, Syriza) du projet de loi sur le soutien à l'économie grecque. Exclusion de Mme Bakoyannis de la Nouvelle Démocratie. Les députés Dimaras, Sakorafa et Ikonomou sont exclus du Pasok pour avoir refusé de voter le projet de loi.

7 mai: Adoption par les pays de l'Eurogroupe du Memorandum par lequel l'Union européenne et le FMI accordent à Athènes une aide étalée sur 3 ans de 110 milliards d'euros (80 milliards pour l'UE et 30 milliards pour le FMI). Ce Memorandum prévoit notamment la suppression des 13^{ème} et 14^{ème} mois de salaire pour les fonctionnaires et un durcissement du système de retraites.

15 mai: Première visite officielle en Grèce depuis 2004 du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Signature d'une vingtaine d'accords bilatéraux. Création d'un Conseil supérieur gréco-turc visant au développement des relations économiques entre Athènes et Ankara.

19 mai: Nomination du député Georges Nikitiadis comme Secrétaire d'Etat à la culture et au tourisme en remplacement de Mme Angela Gerekou.

4 juin: Dans un entretien publié dans le quotidien français *la Croix* le Premier

ministre grec Georges Papandréou indique que la Grèce envisage une réduction de son important budget militaire mais seulement si la Turquie en fait autant dans un contexte d'intégration européenne. Ce budget pourrait atteindre une proportion de 2,3 à 2,5% du PIB contre 2,8% cette année.

24 juin: Explosion d'origine criminelle au Ministère de la Protection du Citoyen, qui provoque la mort d'un officier de police.

19 juillet: Assassinat du journaliste d'investigation Socratis Giolas par le groupe terroriste «Secte des révolutionnaires» apparu après les émeutes à Athènes de 2008.

21-22 juillet: Première visite d'un Premier ministre grec en Israël depuis la reconnaissance de ce pays par la Grèce.

12 août: Bombe incendiaire lancée contre le Consulat de Turquie à Thessalonique. Georges Petalotis, le Porte-Parole du gouvernement grec condamne catégoriquement «cet acte criminel».

16 août: Décès de l'ancien dictateur Dimitri Ioannidis, condamné à la prison à vie en 1975.

16-17 août: Première visite en Grèce d'un Premier ministre israélien. Benjamin Netanyahu et Georges Papandréou ont renforcé les liens entre leurs pays en matière de sécurité, de défense et de tourisme.

7 septembre: Remaniement ministériel: Le Premier ministre Georges Papandréou abandonne le portefeuille des Affaires étrangères confié à Dimitri Droutsas. Mme Louka Katseli, ministre de l'Economie est remplacée par Michel Chryssochoïdis.

9 septembre: Le PIB grec enregistre une baisse de 3,7% au 2^{ème} trimestre, attestant la récession de l'économie nationale. Cette baisse est consécutive à la baisse de 2,3% au 1^{er} trimestre.

11 septembre: Le déficit du budget de l'Etat a reculé de 32,2% entre janvier et août 2010. Le chômage a atteint 11,6% en juin 2010 contre 8,6% un an auparavant.

2-4 octobre: Visite officielle en Grèce du Premier ministre chinois, Wen Jiabao. 13 accords bilatéraux ont été signés. Le Premier ministre chinois accorde un «vote de confiance» à la Grèce en précisant que son pays a acheté et achètera dans le futur des obligations grecques avec des réserves en devises étrangères. Il espère que le volume du commerce entre la Chine et la Grèce

doublera dans les 5 ans.

4 octobre: Présentation du budget de la Grèce pour 2011, qui ramène le déficit de 7,8% à 7%.

8 octobre: Le président de l'Eurogroupe, Jean Claude Juncker déclare que l'UE connaissait depuis des années le problème budgétaire de la Grèce et qu'il aurait fallu prendre des mesures deux ou trois décennies plus tôt mais que personne n'avait parlé parce que cela aurait nui aux exportations de la France et de l'Allemagne.

22 octobre: Proclamation de l'initiative pour le changement climatique en Méditerranée a été signée à Athènes notamment par les Premiers ministres de Grèce, de Turquie, de Malte et de l'Autorité palestinienne.